

C'est avec le président de la Mutualité sociale agricole Ain-Rhône que nous avons brossé un tour d'actualité après deux années chahutées : Olivier de Seyssel connaît parfaitement « sa » caisse, qu'il préside depuis plus de vingt ans. Comme son prédécesseur Jean Merle, qui avait pris au mot et enrôlé le jeune syndicaliste véhément d'alors, Olivier de Seyssel défend les agriculteurs et l'autonomie de leur régime de protection sociale. Il est lui-même éleveur de chevaux à Magnieu, dans le sud du Bugey, et a toujours assumé en parallèle de hautes responsabilités nationales dans le milieu des courses hippiques. Pragmatique et politique à la fois, Olivier de Seyssel livre quelques perspectives pour le proche avenir.

Olivier de Seyssel

PRESIDENT DE LA MSA AIN-RHÔNE



La MSA est un des rares services publics encore présents sur les territoires.

Comment vont les agriculteurs en ce début d'année 2022 ?

C'est loin d'être rose. La crise du Covid et la crise ukrainienne se sont ajoutées aux habituelles crises agricoles - crise du gel de l'an dernier, crises porcine et aviaire actuelles. Lors du premier confinement, les gens s'étaient tournés vers les produits de la ferme, le bio, les petits magasins. Puis le vent a tourné, par inquiétude peut-être, par baisse du pouvoir d'achat sûrement.

Le monde agricole sort-il fragilisé des années Covid ?

On a la chance dans l'Ain d'avoir de la polyculture-élevage... donc pas tous les œufs dans le même panier ! Globalement, la « ferme agricole » de l'Ain a tout de même supporté la crise.

Ce qui n'empêche pas le mal-être des agriculteurs ?

Tout à fait, il ne faut pas confondre crise et mal-être. Ce dernier n'a pas forcément une origine économique. Ceux qui en souffrent ont parfois une entreprise viable qui leur sort un revenu.

Comment l'analysez-vous alors ?

C'est essentiellement dû au regard de l'autre, avec l'image de l'agriculteur pollueur, le débat sur le bien-être animal... C'est aussi la problématique du célibat et du divorce. Aujourd'hui, l'épouse travaille souvent à l'extérieur, la vie de famille est plus compliquée. Quand la crise agricole s'invite et que seul le salaire du conjoint bouche le trou, ça ne peut durer qu'un temps.

Citadins et ruraux s'opposent... ?

Désormais quand les agriculteurs branchent le pulvérisateur, qu'ils sortent avec le semoir à engrais ou traversent le village avec le troupeau, ils ont la boule au ventre. Ils se font insulter parce qu'ils polluent, parce qu'ils salissent les rues

du village... Ce clivage est nouveau.

Une partie de la population arrivée à la campagne à la suite du covid est très dure sur ce sujet, je vous le garantis.

Le gouvernement a mis en place un plan national d'action pour lutter contre le suicide dans le monde agricole. Comment faire de la prévention ?

On dénombre plus d'un suicide reconnu par jour parmi les agriculteurs. Notre caisse a vécu, comme d'autres, des moments dramatiques. Notre réseau d'élus qui mènent un travail de détection n'empêche pas des drames. Nous mettons donc sur pied un réseau de sentinelles que nous formons : élus MSA mais aussi contrôleur laitier, retraité... Je trouverais génial que le facteur puisse aussi être une sentinelle.

Par ailleurs, j'ai écrit la semaine dernière aux préfets pour leur dire que nous, MSA, étions en mesure de participer et même d'animer s'ils le souhaitent, le comité de pilotage qui va être créé dans chaque département pour lutter contre le suicide. Dans l'Ain et le Rhône, nous avons obtenu de la caisse centrale MSA un poste pérenne, à temps plein, sur ce sujet. Le recrutement est en cours. Nous avons les moyens de travailler et ce sera un de nos gros dossiers dans les mois à venir.

Une MSA plus protectrice est-elle nécessaire dans un monde plus violent ?

C'est évident. Ou en tout cas, une MSA plus attentive, plus accessible à nos ressortissants. Ils doivent pouvoir compter sur notre appui. La MSA Ain-Rhône a été en grande difficulté sur la dernière convention d'objectifs et de gestion (COG). On s'était laissé enterrer sous les dossiers. On était en retard sur les dossiers santé, retraite... On est descendus dans une vis sans fin.

Des dispositions ont été prises, le nouveau directeur a fait un très bon management : on s'est redressés petit à petit, aidés par d'autres caisses. En 3 ans, nous sommes passés de la 34^e place sur 35 caisses, à la 1^{re} depuis 18 mois (sur les critères de fonctionnement). Nous pouvons enfin nous projeter vers l'avant et à notre tour aider des caisses locales en difficulté.

La nouvelle convention d'objectifs et de gestion vous coûte pourtant des postes ?

La nouvelle COG, c'est 700 postes en moins au niveau national, dont 14-15 postes chez nous. Les budgets de fonctionnement baissent de 5 % par an. Mais on a sauvé l'action sanitaire et sociale et la présence sur les territoires, dont le budget croît de + 2 % par an. En fait, les gilets jaunes nous ont aidés dans la négociation de cette COG : ils ont montré qu'une partie de la France de la ruralité se considérait comme abandonnée par les services publics. La MSA se sort bien de cette négociation, mieux que d'autres régimes de sécurité sociale. Elle est un des rares services publics encore présents sur les territoires.

Vous aviez pourtant perdu le lien pendant le Covid...

Nous nous sommes retrouvés dépouillés de notre réseau sur le terrain. On ne travaillait plus qu'en visio.

“ C'est dû au regard de l'autre. ”

Le nombre de ressortissants de la caisse MSA, présidée par Olivier de Seyssel, est en baisse régulière (127 000 sur l'Ain et le Rhône en 2020, 9 % de moins qu'en 2017).



Mais nous avons réagi rapidement. On a équipé le personnel, la caisse centrale a investi pour connecter un maximum d'agents. Je craignais qu'on perde en efficacité, ce fut l'inverse. Depuis, le télétravail a été conforté, on est restés très bons et le personnel apprécie.

Vous pérennisez le télétravail ?

Il y a eu une négociation, on va le pérenniser 3 jours sur 5. Environ 220 agents peuvent en bénéficier sur nos 300 ETP. Une grande majorité est très intéressée. Nous allons à cette occasion revoir les espaces de bureaux et conforter notre présence sur les territoires. J'ai obtenu deux postes pour animer les réseaux sur les territoires. Nous travaillerons en lien avec l'État et les Maisons France services. Je verrais bien une MFS avec une antenne de la MSA, l'assistante sociale, le service médical, un accueil... La MSA a une carte à jouer.

Moins de budget et plus de télétravail d'un côté, une présence accrue sur le terrain de l'autre : c'est un pari ?

Oui, celui d'être présent au premier kilomètre. Nous sommes entendus par l'État sur ce point, je suis persuadé qu'il aidera les MSA.

Dans le magazine Interaction début 2019, avec votre directeur général, vous aviez évoqué l'importance de remobiliser les personnels après la période de défaillance qu'on vient d'évoquer. Est-ce que persiste un certain malaise ?

Honnêtement je ne crois pas. J'ai assisté à deux grandes journées de rassemblement du personnel.

J'ai trouvé une dynamique, une volonté, une ambiance de travail comme rarement.

Où en est le serpent de mer du rapprochement de la MSA avec le régime général ? Un récent rapport de la cour des comptes, très critique, appelle à de « profonds changements »...

Je sais pas trop quoi en penser. Le sujet revenait à chaque campagne électorale. L'avant-dernière présidentielle avait réglé le sort du RSI. On en avait conclu qu'on passerait à la casserole juste après. Or la MSA n'est pas un service public anodin, c'est celui de la profession agricole. On a la chance d'avoir toujours été très défendus pas la FNSEA, par toutes les organisations de salariés agricoles, par notre ministre. Notre force c'est le guichet unique, tous les régimes et tous les ressortissants en rêvent ! Lors de la présidentielle 2022, pas un candidat n'est revenu sur le « grand régime ». Ce n'est plus pour moi un sujet d'inquiétude.

Vos ressortissants se sont-ils adaptés à la dématérialisation des services ?

S'ils ne peuvent pas passer par le portail internet MSA, ils sont effectivement sur la touche - comme autrefois les gens qui n'avaient pas le permis de conduire. Même chose pour les aides de la PAC, inaccessibles hors du portail dédié. Donc si vous n'aidez pas tous ces gens-là, ils finissent par perdre pied. Nous lançons un grand programme de formation au numérique. On va équiper un bus et sillonner tous les villages.

Le « scandale des Ehpad » a-t-il affecté l'établissement que vous gérez à Villereversure ?

Pas du tout. C'est un Ehpad de 82 lits qu'on a redressé et qui fonctionne bien (on le gère avec Groupama). On innove, on mène des expérimentations. Nous sommes trop discrets sur ce qui marche !

Comment se passe le déploiement des Marpa ?

Elles développent l'habitat inclusif en milieu rural. L'Ain est le premier département de France avec 18 Marpa, plus 4 ou 5 en projet dont 2 expérimentales sur le handicap et les pré-Alzheimer. La clé, c'est le partenariat avec le Département. Il n'a jamais failli, quelles que soient les majorités politiques. Notre seul problème, c'est de ne pas avoir fait évoluer le modèle depuis 30 ans : 22-26 places, c'est trop juste pour compenser les charges qui ont augmenté. On vient d'obtenir de la caisse centrale de la MSA que le label passe à 30 places. Je vais donc voir avec le Département comment aider les Marpa dont les quelques réserves ont en plus été épuisées par la crise. L'idée serait de leur ajouter 3 ou 4 logements, dont un ou deux lits d'accueil temporaire.

Vous êtes président depuis un peu plus de vingt ans. Quels sont vos projets ?

Je viens d'être réélu pour un mandat de cinq ans, avec la volonté de passer la main à son terme.

Ce sera donc le dernier ?

J'aimerais bien. Encore faut-il trouver quelqu'un pour prendre la suite. Des jeunes recrutés au dernier CA n'ont pas tenu. Il est vrai que s'impliquer en plus du travail quotidien, ce n'est pas simple. Tout dépendra aussi de l'aboutissement du plan stratégique de la caisse, en cours d'élaboration. S'il venait à comporter un projet immobilier, je n'abandonnerai pas en cours de route.

Propos recueillis par Agnès Bureau

“
Notre pari, c'est d'être présent au premier kilomètre.”